



ACADEMIE VETERINAIRE DE FRANCE
Séance académique du 15 novembre 2012

Les contrôles officiels en sécurité sanitaire: organisation des laboratoires d'analyses et présentation des plans de surveillance et plans de contrôles mis en oeuvre par le Ministère chargé de l'agriculture

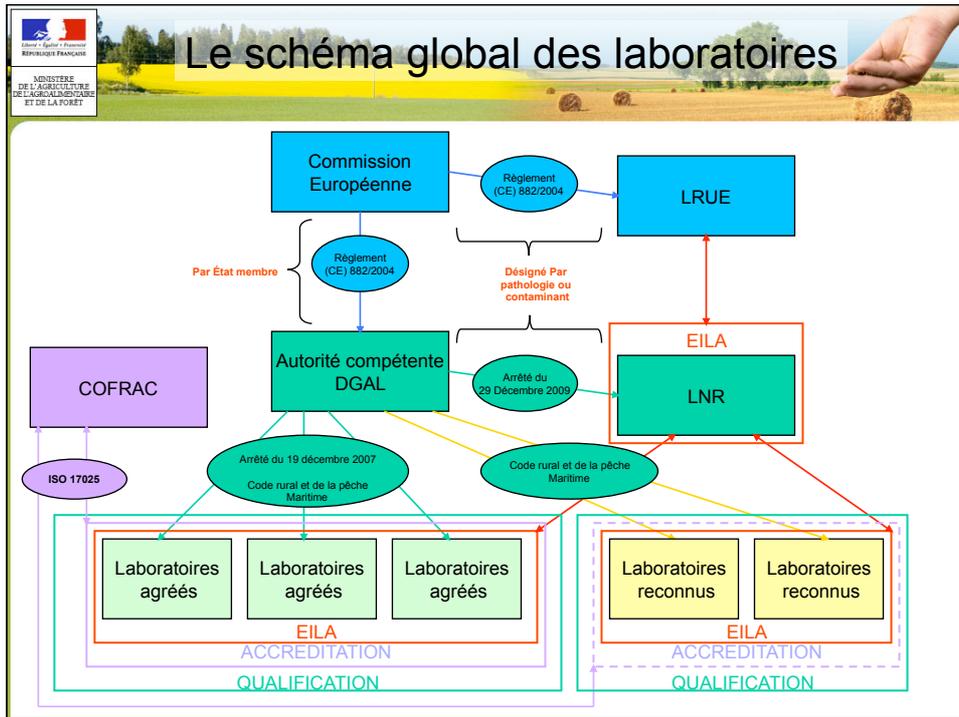
Dr pascale GILLI-DUNOYER Pascale.dunoyer@agriculture.gouv.fr

Chef du bureau des laboratoires et de la coordination des contrôles officiels
SDPRAT – DGAL



Plan de l'intervention

- 1. Organisation des laboratoires d'analyses**
 - schéma général
 - bases réglementaires UE
 - bases réglementaires nationales
- 2. Un exemple : la réalisation des plans de surveillance et des plans de contrôles relevant du MAAF**



**base réglementaire UE
LRUE et LNR**

- R 882/2004 du 29 avril 2004
 - art 32 : laboratoires communautaires de référence
 - art 33 laboratoires nationaux de référence
 - art 12: obligation d'évaluation et d'accréditation :
ISO/CEI 17025 – EN 45002 – EN 45003
- **révision en cours** : renforcement des dispositions existantes
 - désignation de laboratoires officiels, accréditation, eila, réalisations d'audits et d'inspections par l'AC
 - obligation vis à vis des LRUE et LNR



bases réglementaires FR
LNR

- Code rural et de la pêche maritime

- **L 202-2** : les LNR sont chargés de l'encadrement technique des laboratoires agréés.
- **R 202-2 à R 202-7** : une convention entre le MAAF et le LNR précise ses missions; l'activité scientifique de chaque LNR est évaluée toutes les 4 ans

liste donnée par l'AM du 29 décembre 2009

86 mandats de LNR en France
ANSES – SCL – LDA- CIRAD – IFREMER –LABERCA



Obligation des LNR

R 202-3° Disposent des personnels, locaux, équipements et moyens leur permettant d'accomplir à tout moment les missions qui leur incombent ;

- 2° Présentent des garanties appropriées de **confidentialité, d'impartialité et d'indépendance** vis-à-vis de toute personne physique ou morale exerçant une activité de production, d'importation ou de commercialisation de produits ou de biens en rapport avec leur domaine de compétence ;
- 3° Satisfont aux critères généraux de fonctionnement des laboratoires d'essais énoncés dans les normes internationales en vigueur et sont **accrédités** dans les domaines correspondant à leurs missions par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout organisme européen équivalent signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

R 202-5 Les laboratoires nationaux de référence sont chargés, dans leur domaine de compétence :

- 1° Du développement, de l'optimisation et de la validation de **méthodes d'analyse** et de la participation à leur **normalisation** ;
- 2° De **l'animation technique du réseau des laboratoires agréés** ;
- 3° Le cas échéant, de la réalisation d'analyses officielles et notamment de la **confirmation** de résultats d'analyses réalisées par des laboratoires agréés ou reconnus ;
- 4° D'assurer une veille scientifique et technique ; (transmission des informations des LRUE vers AC et vers laboratoires agréés)
- 5° De répondre à toute demande d'expertise scientifique ou technique du ministère chargé de l'agriculture et des autres ministères intéressés.

Une convention passée entre le ministre chargé de l'agriculture et chaque laboratoire national de référence précise les conditions de réalisation de ces missions ainsi que d'éventuelles missions particulières pouvant lui être confiées en fonction de son domaine de compétence.

Art. R.* 202-6. - Les laboratoires nationaux de référence transmettent chaque année au ministre chargé de l'agriculture un **rapport d'activité**.

L'activité scientifique de chaque laboratoire national de référence est soumise tous les quatre ans à une **évaluation** par des experts désignés par le ministre chargé de l'agriculture.



bases réglementaires FR
Laboratoires agréés

L. 202-1 : Le contrôle du respect des dispositions du présent livre est assuré par les **services de l'Etat compétents ou leurs délégués** au moyen notamment **d'analyses de laboratoire**.

Sont habilités à réaliser ces analyses :

- les **laboratoires des services** chargés des contrôles et les **laboratoires d'analyses départementaux**, agréés à cette fin par l'autorité administrative ;
- les **laboratoires nationaux de référence** définis à l'article L. 202-2 ;
- **tout autre laboratoire agréé** à cette fin par l'autorité administrative, dès lors que les laboratoires visés aux alinéas précédents ne peuvent réaliser tout ou partie de ces analyses, en raison des compétences techniques particulières ou des capacités de traitement rapide qu'elles requièrent.

R 202-8 : Seuls les laboratoires nationaux de référence et les laboratoires agréés à cette fin par le ministre chargé de l'agriculture dans les conditions prévues au paragraphe 2 peuvent **réaliser des analyses officielles**.



bases réglementaires FR
Laboratoires agréés

Demande d'agrément retrait suspension
Art. R. 202-9. 202-14 du CRPM

Obligations des laboratoires agréés
Art R 202-16 202-21

Arrêté du 19 décembre 2007 fixant
les conditions générales d'agrément des
laboratoires agréés




bases réglementaires FR

Laboratoires agréés

Conditions d'agrément

1. Ns qui précise les besoins de l'AC, les attendus de l'agrément, le nombre de labos au regard des besoins ...
2. Obligations minimales
 - 1° Personnels, locaux, équipements et moyens
 - 2° Confidentialité, impartialité et indépendance
 - 3° Satisfaire critères généraux de fonctionnement des laboratoires d'essais (cf normes internationales) et accrédités COFRAC ou organisme européen équivalent et rendre les résultats sous accréditation
 - 4° Entretien en permanence leur compétence

Utiliser méthodes officielles (sauf équivalence) et être accrédité à cette fin (18 mois délai)




bases réglementaires FR

Réalisation des EILA

- Arrêté 19 Décembre 2007 fixant les conditions générales d'agrément des laboratoires

Art. 8. - Le laboratoire agréé est tenu: - de participer aux **essais interlaboratoires organisés par le laboratoire national de référence**

CHAPITRE IV

Essais interlaboratoires d'aptitude

Art. 11. - Les essais interlaboratoires d'aptitude mentionnés aux articles 5 et 8 sont organisés par les **laboratoires nationaux de référence** selon les principes du **guide ISO 43-1** et selon une périodicité fixée par le ministre chargé de l'agriculture. Les frais liés à ces essais sont à la charge des laboratoires candidats.

Art. 12. - Lors de l'organisation des essais interlaboratoires d'aptitude mentionnés aux articles 5 et 8, le laboratoire national de référence informe les laboratoires agréés ou dont la candidature à l'agrément a été retenue des modalités de mise en oeuvre ainsi que des critères de réussite et communique ces informations au ministre chargé de l'agriculture.

Art. 13. - En cas de résultats défavorables à un essai interlaboratoires d'aptitude, le laboratoire concerné, avec au besoin le concours du laboratoire national de référence, doit identifier les causes et y apporter, dans les plus brefs délais, les mesures correctives. Afin de valider l'efficacité de celles-ci, le laboratoire national de référence pourra proposer au laboratoire de participer à un nouvel essai d'aptitude. **A la fin de cette procédure, les conclusions du laboratoire national de référence seront transmises au ministre chargé de l'agriculture.**



bases réglementaires FR

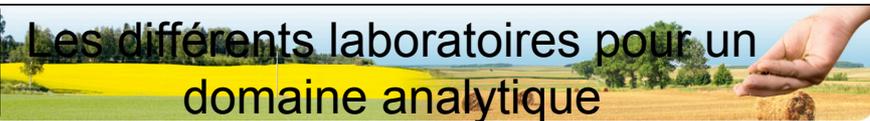
Laboratoires reconnus

R 202-21 à R 202-32 : réalisation de certains autocontrôles dont la liste est fixée par AM au cas par cas:

Ex : réseaux fonctionnels :salmonella MRC en élevage et maladies virales des mollusques bivalves

réseaux en cours de constitution :

challenge test pour listéria monocytogenes —
paiement du lait à la qualité



Les différents laboratoires pour un domaine analytique

- Les laboratoires européens de référence
- Les laboratoires nationaux de référence
- Les laboratoires agréés
- Les laboratoires reconnus
- Les laboratoires n'entrant pas dans ces catégories

Liens :

-pour le domaine de la santé animale, à l'adresse suivante :
<http://agriculture.gouv.fr/laboratoires-agrees-methodes-officielles-sant%C3%A9-animale>

- pour la santé des végétaux :
<http://agriculture.gouv.fr/la-liste-des-laboratoires-agrees>

- pour l'alimentation :
<http://agriculture.gouv.fr/laboratoires-agrees-methodes-officielles-alimentation-568>

Les **laboratoires nationaux de référence** sont quant à eux référencés dans l'arrêté du 19 octobre 2011,
lien légifrance :
<http://www.legifrance.gouv.fr>



Le dispositif de réalisation des PSPC mis en œuvre par la DGAL



Réglementation applicable

Article 3 du RCE 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux **dispose** : «**Les États membres veillent à ce que des contrôles officiels soient effectués régulièrement et en fonction du risque et à une fréquence adéquate** ».

Directives et règlements sectoriels :
directive 96/23/CE – 2003/99 Ce – R 2073/2005 – 178/2002

Les PS/PC

Ce sont des campagnes de prélèvements ayant pour objectif de mesurer la qualité sanitaire des aliments (quantitatif et/ou qualitatif)

| Production primaire | TRANSFORMATION | DISTRIBUTION |
|-----------------------------|---------------------------------|---------------------------|
| | | |
| ALIMENTATION ANIMALE | PRELEVEMENTS FRONTALIERS | PRELEVEMENTS CRIEE |

Détermination des plans à mettre en œuvre

Les objectifs :

- **plan de surveillance** : un plan de surveillance a pour objectif **de définir des taux de non conformité ou de contamination prévisionnels**. Il est toujours fondé sur un **échantillonnage aléatoire** au sein d'une population ou d'une sous-population identifiée.

OU

- **plan de contrôle** : un plan de contrôle a pour objectif de rechercher des anomalies, des non-conformités et éventuellement des fraudes. Il est toujours fondé sur un échantillonnage ciblé lié à la connaissance des facteurs influant la conformité (critères de ciblage).

OU

- **plan expérimental** (ou Étude Exploratoire) : Ces plans correspondent à des enquêtes scientifiques en vue de collecter des informations permettant de définir des techniques, outils et/ou méthodes d'investigation les plus adéquates pour répondre à la problématique posée (ex : mise en point d'une méthode d'analyse)



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA FORÊT

Objectifs généraux des PS



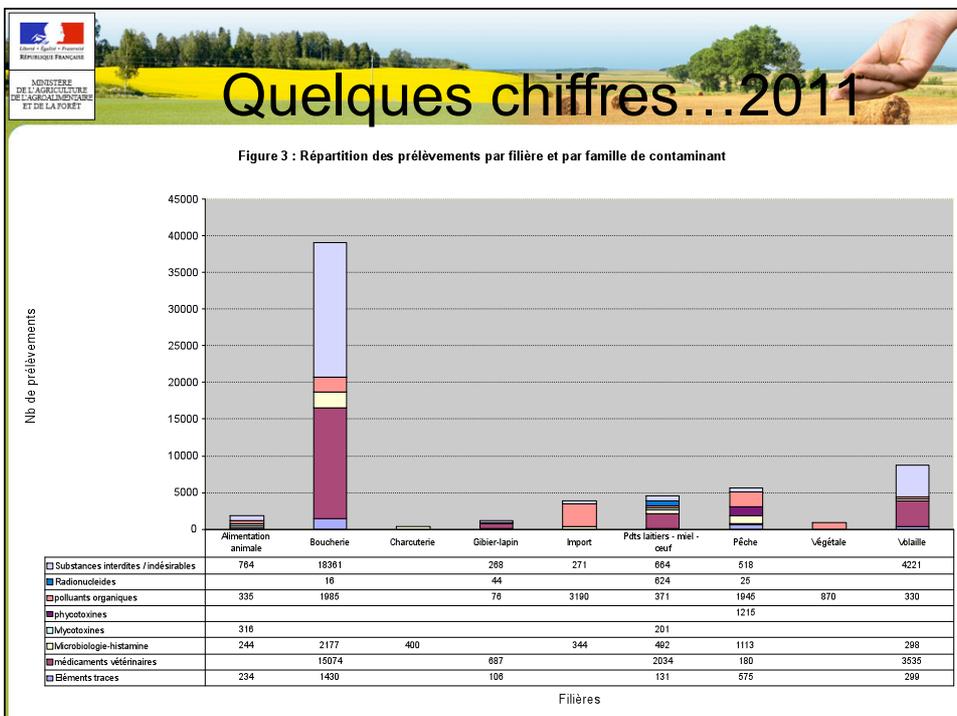
DGAL

Les plans de surveillance de la DGAL visent à :

- Contribuer au dispositif général de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments:
 - Maintien d'une pression de contrôle
 - Vérification de la conformité aux exigences du paquet Hygiène (vérification de la conformité des produits mis sur le marché)
 - Collecte de données dans le cadre de la directive zoonoses
 - Aide à la détermination de critères réglementaires
- Apporter des garanties à l'exportation
- Collecter des données pour l'évaluation des risques

➡ MESURER ➡ DECIDER ➡ AGIR ➡ MESURER ➡

17

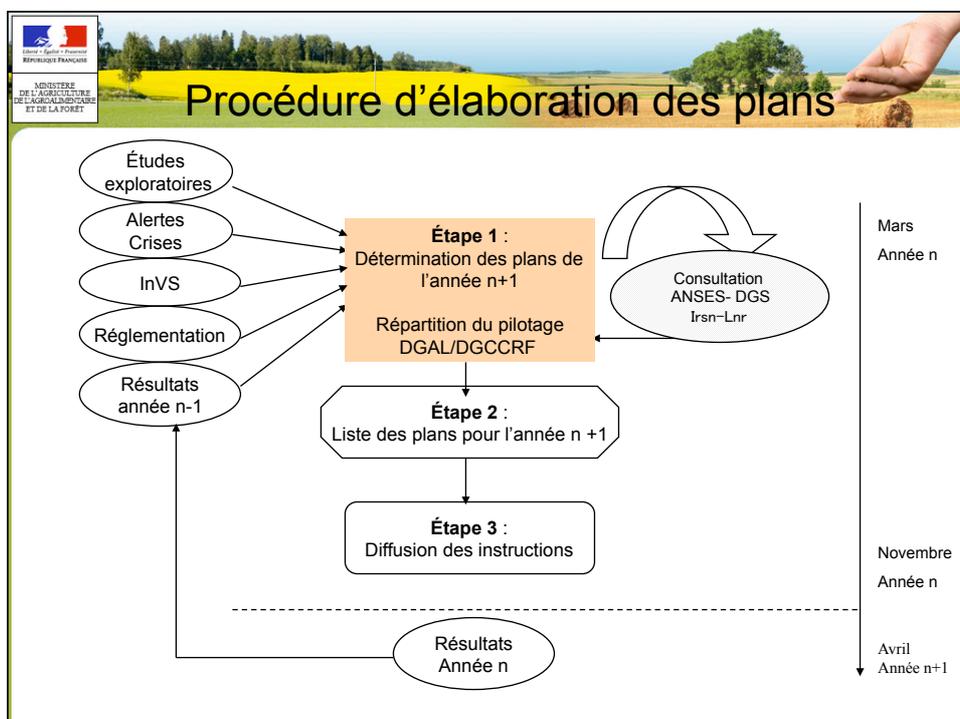





Quelques chiffres

2011 pour la DGAL

- 63 000 prélèvements
- plus de 540 plans (couple matrice analytes)
- plus de 400 000 analyses
- 12 millions d'€



**Prévisions PSPC Microbiologiques
Pour la DGAL**

| Matrice/contaminant | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Campylobacter/Nouveaux produits (Distribution) | DGCCRF (inclure dénombrement sur contrôles habituels) | DGAL/DGCCRF? selon données précédentes + saisine Anses interministérielle (DGS/DGCCRF/DGAL) sur les nouvelles pratiques à risque du consommateur | |
| Listeria monocytogenes/foie gras (Distribution) | DGCCRF (à inclure dans le cadre des contrôles qualité des foies gras) + AST Anses pour définir le nb d'échantillons | | |
| Salmonella/produit de charcuterie (Production) | DGAL | | |
| STEC/viande de bœuf (minerais ou carcasse) | DGAL | | |
| STEC-indicateurs d'hygiène/ graines germées et salades IV gamme (Distribution) | DGCCRF (période de collecte de données pour argumenter sur le critère en cours de discussion à la CE) | | |
| VHE/produits contenant du foie de porc (Production) | | | DGAL (impact des mesures de gestion à prévoir en 2012-2013) |
| Toxoplasma/porc (Abattoir) | DGAL | | |
| Toxoplasma/viande de cheval (import+Abattoir) | | DGAL (suite plan exploratoire 2012) | |
| VHA/produits végétaux (Distribution) | DGCCRF | | |

† Cette liste n'est pas exhaustive. Elle correspond aux PSPC qui ne font pas l'objet d'une surveillance régulière; les couples « contaminant/matrice » ont été proposés et hiérarchisés collégialement selon des critères réglementaires et/ou sanitaires et/ou des besoins pour l'analyse de risque (cf. Tableau de hiérarchisation complété en séance du 11/6/2012)

Contamination des viandes de bœuf par STEC

DGAL

Objectifs: Conformité Reg.178/2002 - Evaluation risque consommateur

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009* | 2009 | 2010 | 2011 |
|---------------------------------|------------|------------|--------------|------------|------------|------------|------------|
| Matrice | VHR | VHS | Minerais | VHR | VHR | VHR | VHS |
| Stade | Distrib | Prod | Prod | Prod | Distrib | Distrib | Prod |
| Nb éch. Analysés | 796 | 3605 | 992 | 615 | 1557 | 2476 | 1878 |
| Taux de réalisation | 80% | 90% | 99% | 28% | 100% | 99% | 94% |
| Nb éch. positifs | 0 | 11 | 10 | 0 | 2 | 5 | 9 |
| Taux de contamination(‰) | 0 [0-4] | 3 [2-6] | 10 [5-19] | 0 [0-5] | 1 [0-5] | 2 [1-5] | 5 [2-9] |

*: Plan arrêté en cours d'année

Répartition des sérotypes hautement pathogènes

DGAL

| Sérotype | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|----------|----------|----------|----------|----------|---------|
| Matrice | VHS | Minerais | VHR | VHR | VHS |
| Stade | Product. | Product. | Distrib. | Distrib. | Product |
| O157:H7 | 5 | 2 | 1 | 1 | 3 |
| O26:H11 | 2 | 5 | 0 | 4* | 5 |
| O103:H2 | 3 | 3 | 1 | 0 | 1 |
| O111:H8 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| O145:H28 | 0 | 0 | 0 | 1* | 0 |

* 2 souches du même prélèvement, origine DE

23

Facteurs de risque sur le taux de contamination STEC

DGAL

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--------------------------------|----------|----------|------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
| Matrice | VHR | VHS | Minerais | VHR | VHR | VHS |
| Stade | Distrib. | Product. | Product. | Distrib. | Distrib. | Product. |
| Nb éch. Analysés | 796 | 3605 | 992 | 1557 | 2476 | 1878 |
| Origine des matières premières | ND | ND | 4/487 FR, 2/106 IT, 2/127 DE, 2/57 ES | ND | 4/2473 FR, 1/3 DE *** | 3/1483 FR, 2/26 RU, 4/73 DE *** |
| Autres facteurs | | | | Lieu prlvt Mode cdt*** Taux MG | Lieu prlvt Mode cdt Taux MG | Destination prévue Taux MG*** |

*** Facteur associé à une différence significative

24




DGAL

Plan de contrôle *E. Coli* sur graines germées

Dans le cadre de l'alerte O104:H4 sur les graines germées
 → contrôle renforcé des producteurs de graines à germer et de graines germées

Prélèvements pour recherche *E. Coli* STEC et *Salmonella* spp.

➔

Sur 40 prélèvements, aucun résultat positif




DGAL

plan sur les produits de la pêche - 2011

| | Nombre d'échantillon analysé | Nombre de non-conformité |
|----------------------------|------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Éléments-traces métallique | 397 | 1 coquillage (Cd) +9 produits de la pêche (Hg) |
| Dioxines - PCB | 382 | 1 crabe |
| HAP | 163 | - |
| Résidus de pesticides | 116 | - |
| Phycotoxines | 1 215 | - |
| <i>E. coli</i> | 500 | 18 coquillages |
| Histamine | 612 | 10 produits de la pêche |
| Substances interdites | 89 | - |
| Chlordécone | 736 | 141 crustacés + 132 produits de la pêche +9 coquillages |
| TOTAL | 4 210 | 321 |

SDSSA - BPMED / formation PP



Plans de contrôles des résidus chimiques dans les DAOA - résultats 2011 **DGAL**

| | Programmés | Réalisés | | NC | % NC |
|--------------|---------------|---------------|--|-----------|-------------|
| Boucherie | 36274 | 34386 | | 38 | 0,1 |
| Volailles | 9144 | 8028 | | 1 | 0,01 |
| Lapins | 890 | 800 | | 2 | 0,3 |
| Gibiers | 296 | 211 | | 0 | 0 |
| Poissons | 592 | 675 | | 6 | 0,9 |
| Lait | 1960 | 1598 | | 2 | 0,1 |
| Oeufs | 981 | 984 | | 6 | 0,6 |
| Miel | 329 | 387 | | 2 | 0,5 |
| TOTAL | 50 396 | 47 069 | | 57 | 0.12 |

Les résultats de ce plan sont globalement satisfaisants et présentent un pourcentage de conformité de 99.88%

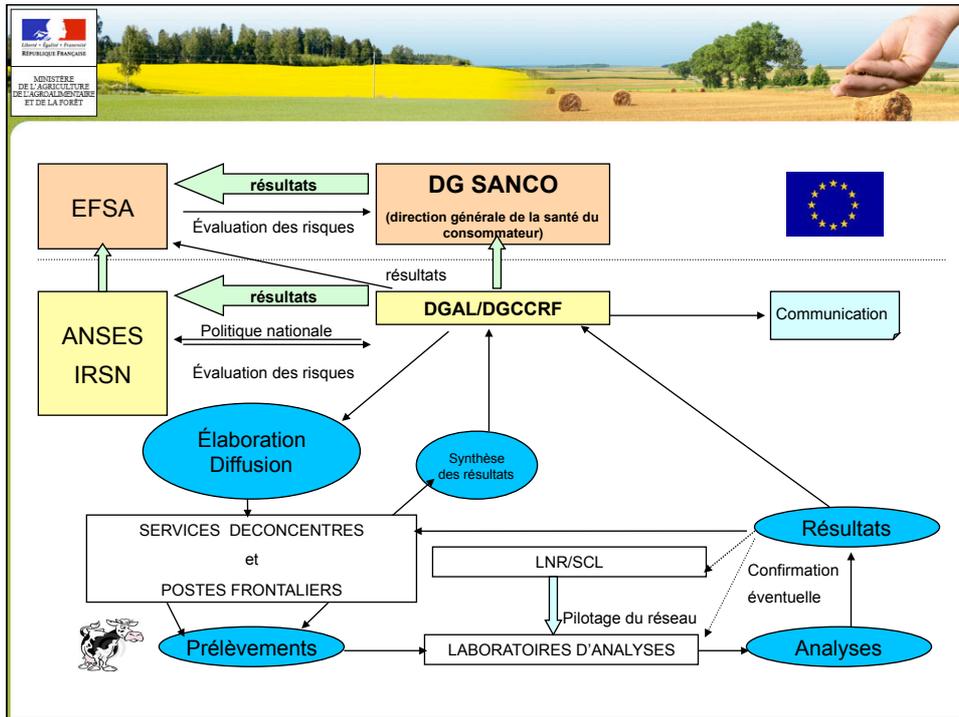
27



Suites données aux contrôles

En cas de résultats non conformes, mesures de gestion adaptées telles que :

- retrait ou rappel de lot (Listeria,....), blocage de cheptels (contamination dioxine, métaux lourds) , de collecte de lait ou d'abattage (résidus médicamenteux, substances interdites)
- rappel de réglementation (germes indicateurs d'hygiène,exportation vers la russie...),
- enquête pour identification de l'origine de la non conformité (substances interdites,...)
- mise en place de réglementations particulières (fixation de LMR – arrêté préfectoraux ...) ou de recommandations (ANSES (mercure poisson) –...)



Bilans nationaux :

Recueil de Fiches de synthèse sur le site Internet du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire à l'adresse : <http://agriculture.gouv.fr/dispositif-de-surveillance-et-de>



Éléments de réflexion

- quel statut pour les laboratoires agréés ?
- Quel statut pour les LNR , LRUE ?
- Quelle place pour le vétérinaire dans ces laboratoires ?
- Quelle place accorder à la décision par rapport à l'analyse ?



Merci pour votre attention